

En deux ans, deux journalistes ont été assassinés au Kurdistan irakien. Soran Mama Hama en juillet 2008, et Sardasht Osman en mai 2010. Les menaces et agressions physiques sont le lot quotidien d'un certain nombre de journalistes. C'est certes sans commune mesure avec le nombre de journalistes assassinés dans le reste de l'Irak depuis 2003. Et Soran Hama Mama a été assassiné à Kirkouk, ville qui n'appartient constitutionnellement pas au territoire du Kurdistan irakien. Mais le fait que Soran vivait à Suleimanieh et travaillait pour le magazine indépendant *Lvin* suffit pour l'inclure parmi les victimes des violences qui sévissent aujourd'hui contre les journalistes sur le territoire du Kurdistan irakien.

Outre la violence, les journalistes sont confrontés à un problème général d'accès à l'information et à un recours abusif au code pénal irakien pour juger des délits de presse. Depuis l'assassinat du journaliste Sardasht Osman en mai dernier, la méfiance, voire la défiance, entre une frange de la classe politique de la région, et une partie des journalistes, n'a fait que se renforcer. Il appartient au

pouvoir de montrer des signes forts afin d'œuvrer à une réconciliation.

Toutefois, tous les acteurs du pays et les observateurs internationaux s'accordent pour dire que les avancées ont été remarquables au cours des dix dernières années, tant d'un point de vue économique, politique, qu'institutionnel. La région ayant échappé à la violence généralisée qui secoue le pays depuis 2004, les conditions de sécurité y sont nettement meilleures que dans le reste de l'Irak.

Le Kurdistan est une région jeune, en pleine transition (politique, sociale, sociétale, économique...), qui doit faire face à des défis multiples. La situation de la liberté de la presse est meilleure que dans les pays limitrophes, du fait notamment de l'adoption d'un code de la presse protecteur en 2007. Il faut souligner le dynamisme intellectuel qui anime la région, ainsi que l'explosion du nombre de médias au cours des dernières années.



© RSF

Dans cette région de près de 83 000 km², le Syndicat des journalistes recense plus de 850 médias (dont 415 publications écrites), et près de 5 000 membres.

Ce rapport vise à comprendre le paradoxe de la liberté de la presse aujourd'hui au Kurdistan. Dans un premier temps, il abordera l'histoire des médias au Kurdistan irakien. Une meilleure compréhension de la manière dont ils ont historiquement émergé est indispensable pour mieux saisir la complexité des enjeux présents. Considérés à l'origine comme des instruments de propagande de la lutte armée du temps de la clandestinité, les médias de cette région ont un lien indissociable avec le politique. D'où le problème que rencontrent aujourd'hui les journalistes qui se revendiquent indépendants. Dans un second temps, il sera question des difficultés actuelles auxquelles doit faire face la presse. Reporters sans frontières adresse des recommandations aux autorités du Kurdistan irakien, ainsi qu'aux journalistes de la région.

«Tempête du désert» (17 janvier - 3 mars 1991) provoque le retrait de l'armée irakienne du Koweït en février 1991. Les Kurdes, pensant pouvoir compter sur le soutien des Etats-Unis, se soulèvent, en mars, contre le régime baasiste (tout comme les chiites au sud). Mais cette insurrection est violemment réprimée, entraînant l'exode de plus de deux millions de personnes vers la Turquie et l'Iran.

Grâce à l'intervention de François Mitterrand et du président turc Turgut Özal, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte, le 5 avril 1991, la résolution 688, qui instaure une zone de protection pour les Kurdes au nord du 36° parallèle. Les «Alliés» lancent l'opération «Provide Comfort», chargée de la mettre en œuvre. Les Kurdes obtiennent ainsi une autonomie de fait, mais sur une faible partie de leurs terres originelles. A partir d'octobre 1991, le nord de l'Irak n'est plus *de facto* gouverné par Bagdad. Aussi l'insurrection de 1991 constitue-t-elle une date importante dans l'histoire du nationalisme du Kurdistan irakien.

Le Front du Kurdistan irakien, regroupant huit partis, tous armés, assure la gestion provisoire de la région. En mai 1992 ont lieu les premières élections législatives libres, « unanimement saluées comme l'une des plus démocratiques de la région ². » Le PDK remporte 45,27% des voix, contre 43,82 à l'UPK. Les petits partis sont éliminés de la donne politique. L'hégémonie de ces deux formations politiques qui ont structuré la résistance entre 1975 et 1991 apparaît au grand jour.

En 1992, une loi sur la presse est instaurée. Suite aux élections de mai s'amorce *de facto* une bipolarisation progressive des médias dans cette région. La même année, l'UPK lance son quotidien *Kurdistani Nwe (Nouveau Kurdistan)*, et sa chaîne de télévision *Kurdistan People TV*. Le PDK de son côté relance la publication de son quotidien *Brayati (Fraternité)*. D'autres journaux voient le jour, comme *Harem (Région)* en novembre. Quelques intellectuels kurdes, parmi lesquels Bakhtyar Ali, Mariwan Qani, Aras Fataha, Ismail Hama Amin, lancent alors un magazine considéré comme critique, intitulé *Azadi (Liberté)*.

LA GUERRE CIVILE, UNE LUTTE FRATRICIDE LOURDE DE CONSÉQUENCES

Avec la guerre civile fratricide entre les partisans de l'UPK et du PDK de mai 1994 à septembre 1998, on assiste à la constitution de deux régions autonomes. La première, autour d'Erbil, est dirigée par le PDK ; la seconde région, au Sud, est sous la direction de l'UPK et a pour ville principale Souleimanieh. On observe alors un renforcement de la bipolarisation déjà existante du champ médiatique, ainsi que de la territorialisation Nord/Sud de ces médias.

« Jusqu'au soulèvement de 1991, les médias au Kurdistan irakien étaient des organes de propagande politique au service des mouvements de résistance et de la lutte armée. »

Jusqu'au soulèvement de 1991, les « médias » au Kurdistan irakien étaient des organes de propagande politique au service des mouvements de résistance et de la lutte armée. Nécessairement clandestins, ils jouaient un rôle dans l'organisation interne du mouvement. Ils avaient pour but d'informer les militants sur les activités de résistance et de renforcer leur adhésion. Ces médias avaient également une finalité externe : contrer la publicité développée par le régime de Saddam Hussein. Parmi ces médias on peut citer l'exemple de *Baray Kurdistanî*, fondé en 1988 dans les montagnes.

Après 1991, tous les partis politiques de la région continuent à avoir leurs propres médias, avec entre autres des chaînes de télévision diffusant localement.



2- Hamit Bozarslan, *Conflit kurde, le brasier oublié du Moyen-Orient*, Ed Autrement, p.74



Asos Hardi, président du comité directeur du journal *Awene*. © RSF

En 1994, des intellectuels de gauche créent le journal hebdomadaire *Amro* (*Aujourd'hui*), considéré comme non partisan. Ils sont par la suite contraints d'arrêter leurs activités, le ton du journal étant perçu trop critique. Interrogé par Reporters sans frontières, Asos Hardi, président du comité directeur du journal *Awene*, va jusqu'à déclarer qu'*« il était juste impossible de publier quelque chose qui n'était pas dans la ligne »*.

« Il était juste impossible de publier quelque chose qui n'était pas dans la ligne. »

C'est dans ce contexte que Tariq Fatih, alors propriétaire de *Ranj Press*, crée, au début de l'année 2000, le journal *Hawlati*. Il s'entoure de plusieurs écrivains et auteurs indépendants, vivant au Kurdistan (principalement à Suleimanieh) ou à l'étranger. Parmi lesquels Asos Hardi, Rebwar Siwayli, universitaire à l'université Salaheddine, Kamal Rauf, Shwan Mohamad, Adnan Othman, Sardar Aziz, Mariwan Qani'.

« Nous sentions que nous avions besoin de créer un tel média, pour être libres de publier ce que nous souhaitions, et pour ériger une sorte de passerelle entre les deux administrations. Nous avons demandé l'autorisation. Personne ne souhaitait afficher son hostilité à ce projet. Ils pensaient en effet que financièrement nous ne tiendrions pas. Ils pariaient également sur des divisions internes, d'autres que nous serions happés par un parti politique auquel nous nous serions affiliés. Rien de tout cela n'est arrivé. Nous sommes parvenus à rester ensemble, malgré nos différences d'opinion », témoigne Asos Hardi.

L'APRÈS SADDAM HUSSEIN : VOIE OUVERTE VERS L'AUTONOMIE

En 2003, la chute du régime de Saddam Hussein marque un tournant de l'histoire politique et des médias kurdes. *« La censure qui dominait sous Saddam Hussein a disparu, ouvrant une ère de liberté propice à l'émergence d'innombrables médias »*, a déclaré Farhad Awni, président du Syndicat des journalistes.



Farhad Awni, président du Syndicat des journalistes. © RSF

A noter que le Syndicat des journalistes est également une émanation du politique. Pendant plusieurs années, deux syndicats des journalistes coexistent : l'Union des journalistes à Suleimanieh, et le Syndicat de la presse à Erbil (créé en 1998). Ce n'est qu'en 2003 que ces deux syndicats fusionnent pour former l'actuel syndicat, dont le siège est à Erbil, et dirigé par Farhad Awni, ancien dirigeant du Syndicat de la presse d'Erbil.

En 2005, la Constitution irakienne définit le statut d'un gouvernement autonome du Kurdistan irakien (KRG). Elle mentionne explicitement trois provinces, Dohuk, Erbil et Suleimanieh. En janvier 2005, le gouvernement organise les premières élections multipartites depuis 1953. L'Alliance kurde, avec 77 députés à l'Assemblée nationale, se retrouve en position d'arbitre. Au Kurdistan irakien, le Parlement, qui ne s'était pas réuni depuis 1996, élit, le 12 juin 2005, Massoud Barzani à la tête de la présidence de la région.

Un accord d'unification entre les deux administrations du PDK et de l'UPK est signé le 16 janvier 2006. Le Gouvernement régional du Kurdistan est inauguré le 7 mai 2006, avec pour Premier ministre Nechirvan Idris Barzani, neveu de Massoud Barzani. Ce gouvernement jouit d'une autonomie législative sur son territoire au niveau de certaines compétences qui lui sont accordées au sein d'un Irak fédéral.

L'AVÈNEMENT DE GORAN, RUPTURE OU CONTINUITÉ ?

L'arrivée d'une opposition parlementaire sur la scène politique en 2009, avec l'avènement de Gorran (Changement) a des conséquences réelles, mais encore difficiles à mesurer, sur la situation des médias de la région.

Politiquement d'abord. Même si dans le contexte actuel il est peut-être difficile de penser que le mouvement Gorran, qui fait son entrée dans le paysage politique de la région en devenant la deuxième formation représentée au Parlement, changera radicalement la donne politique au Kurdistan irakien, ce mouvement ainsi que les partis islamiques (Union islamique et la *Jama'a islamiya*) ont, pour la première fois en juillet 2009, remis en cause le monopole du pouvoir que s'étaient octroyés le PDK et l'UPK au sein du Parlement. Ceci a favorisé l'émergence d'un débat politique parlementaire,

permettant à la presse de jouer un rôle nouveau. « Pour la première fois, estime un responsable de Gorran interviewé par Reporters sans frontières, les médias ont joué un rôle important afin de façonner l'opinion publique. »

En effet, l'opposition parlementaire n'hésite pas à dialoguer avec les journalistes. Pour la première fois en dehors de leurs médias traditionnels, les téléspectateurs ont ainsi pu regarder sur *Kurdish News Network Channel* les débats parlementaires autour du vote du budget avant la tenue des élections législatives de juillet 2009.

Socialement également. L'émergence du mouvement Gorran est, entre autres, le produit d'une fracture générationnelle, avec une jeunesse qui ne s'identifie plus aux deux formations politiques historiques. Les recherches menées par Mahir Aziz montrent le décalage existant entre l'affirmation des jeunes par la « kurdicité » et l'opinion négative qu'ils ont des partis politiques.³

3- Mahir Aziz, *The Kurds of Iraq: Ethnonationalism and National Identity in Iraqi Kurdistan*, I.B. Tauris, 2011



© RSF

LE PANORAMA DES MÉDIAS AU KURDISTAN EN 2010 : UNE INDÉPENDANCE RELATIVE

La situation de la liberté de la presse est meilleure au Kurdistan irakien que dans les pays limitrophes. La situation au Kurdistan lui-même est nettement meilleure qu’il y a quelques années. « *On constate une réelle amélioration au cours des dix dernières années. Aujourd’hui, nous avons davantage d’espace. Petit à petit, cet espace s’agrandit* », a déclaré un journaliste à Reporters sans frontières.

LE CHAMP MÉDIATIQUE

EXPLOSION RÉCENTE

Au cours des dernières années, le nombre de médias a littéralement explosé. Dans cette région de près de 83 000 km², on recense plus de 850 médias (dont 415 journaux et magazines, d’après les déclarations du Syndicat des journalistes le 27 septembre 2010 à l’agence *AKnews*), et environ 5 000 journalistes sont officiellement enregistrés auprès du Syndicat des journalistes. Des groupes de presse se constituent.

Ce foisonnement de médias s’explique, en partie, par le fait qu’il est relativement facile, pour un groupe de presse, de créer un média au Kurdistan irakien, notamment dans le domaine de la presse écrite. Pour les chaînes de télévision (satellites et locales) et les stations de radio, une autorisation doit être obtenue auprès du ministère de la Culture, qui consulte le ministère de l’Intérieur et le ministère de la Communication. Le prix d’une licence pour une radio est de 500 000 dinars par an (303 €), pour une télévision locale d’un million de dinars par an (607 €) et pour une chaîne satelli-

« On recense plus de 850 médias, dont 415 journaux et magazines... »

taire de 7,5 millions de dinars (4560 €) par an (chiffre donné par Halgurd A. Muhammad Ali, directeur général du département en charge de la gestion des médias au sein du ministère de la Culture et de la Jeunesse). Pour la presse écrite, le système a changé en 2007 suite à l’adoption du code de la presse. Le chapitre II détaille la procédure à suivre, et stipule notamment la nécessité de demander une autorisation au Syndicat des journalistes. « *Autorisation qui est pour ainsi dire systématiquement accordée dans les faits* », déclare Farhad Awni, président du Syndicat des journalistes. Avis partagé par l’ensemble des personnes interviewées par Reporters sans frontières.

KURDICITÉ, CŒUR DE L’IDENTITÉ DES MÉDIAS DE LA RÉGION

Les médias du Kurdistan irakien sont presque tous en langue kurde. Les médias déclinent une version de l’information en anglais et/ou en arabe sur Internet. « *Pour les générations nées après 1991,*

LES MÉDIAS, ACTEURS DU SYSTÈME POLITIQUE?

Issue des mouvements de résistance et des partis clandestins, la presse tend à s’immiscer dans le système politique. Certains médias entendent jouer le rôle de parti d’opposition, devenant à leur tour des acteurs politiques, créant une confusion dangereuse entre formations politiques et médias. Alors même que la fonction même de médias indépendants dans une démocratie est celle de contre-pouvoir, de quatrième pouvoir. Pour Judit Neurink, « les journalistes estiment qu’ils font partie du système politique, alors même que médias et politiques devraient être séparés ». Hoshyar Abulah Fatah, rédacteur en chef de *Kurdish News Network Channel (KNN)*, de confirmer : « En l’absence de véritable opposition politique, la presse joue ce rôle, alors même qu’elle ne devrait être qu’un contre-pouvoir. Il est important que la presse vienne jouer le rôle qui doit être le sien, celui d’un quatrième pouvoir. »



Hoshyar Abulah Fatah, rédacteur en chef de *Kurdish News Network Channel (KNN)*. © RSF

LE PRINCIPAL ENJEU : L’INDÉPENDANCE DES MÉDIAS

Les journalistes, hommes politiques ou responsables d’ONG qui travaillent au Kurdistan n’ont pas une représentation unique du panorama des médias de la région. Suite à une quarantaine d’entretiens, Reporters sans frontières a dénombré par moins de cinq typologies différentes élaborées par les différentes personnes interrogées.

L’organisation, dans l’étude présentée ici, a opté pour la typologie suivante :

GROUPE 1 > groupes de presse affiliés directement aux partis politiques au pouvoir (exemples : le quotidien *Khabat* du KDP, la chaîne *Gali Kurdistan Channel*, lancée par l’UPK en 2008)

GROUPE 2 > groupes de presse affiliés indirectement aux partis politiques au pouvoir, appelés également médias de l’ombre (shadow media) (les journaux *Rudaw* et *Civil Magazine* financés en grande partie par le PDK, et le journal *Aso* financé par l’UPK)

GROUPE 3 > groupes de presse affiliés directement aux partis politiques d’opposition (exemples : la chaîne satellitaire *Speda*, créée par l’Union Islamique en 2008 ; la chaîne satellitaire *KNN*, lancée par la société Weshia en 2008 ; l’hebdomadaire *Komal* de la *Jama’a islamiya*)

GROUPE 4 > groupes de presse qui se disent indépendants (*Hawlata*, *Awene*, *Lvin* et des plus petits comme *Standard* ou *Chatr Press*)

Au cours des entretiens réalisés par l’organisation au Kurdistan, la problématique principale tournait autour de la notion d’indépendance des médias : existe-t-il des médias indépendants au Kurdistan ?

Encore faut-il s’entendre sur la notion d’indépendance. Politique ou économique ? Les pressions exercées sur les médias sont-elles d’ordre politique, économique, ou les deux ? Les médias sont-ils libres de traiter

de tous les sujets qu’ils souhaitent ou au contraire les sujets tabous sont-ils nombreux ? Tous les journaux ont-ils les mêmes lignes rouges ?

La notion d’indépendance d’un média ne peut être que relative dans cette région où les champs politiques et médiatiques sont historiquement liés, où la société repose sur des liens familiaux, voire tribaux, très forts, et où tout le monde s’accorde pour dire que « *tout est politique* ».

La volonté d’indépendance existe. Elle s’exprime aujourd’hui de manière conflictuelle à l’égard du modèle établi par la « Vieille garde » et la classe politique et intellectuelle arrivée au pouvoir avant les années 90.

que la liberté de la presse ne doit pas être un cadeau accordé par les partis politiques. »

« Je crois sérieusement que nous sommes en danger aujourd'hui. Il est clair que Massoud Barzani entend changer l'actuel article 9 du code de la presse, afin de revenir à une situation où des peines de prison ferme pourraient être prononcées à l'encontre de journalistes, et où les autorités s'arrogeraient la possibilité de fermer un média », estime quant à lui Ahmed Mira, rédacteur en chef du magazine *Lvin*.

De son côté, le Syndicat des journalistes nie toute volonté politique allant dans ce sens. Farhad Awni, son président, déclare : « Nous avons rencontré le président du KRG. Il nous a assuré qu'aucun code limitant la liberté des journalistes ne serait signé. Le Syndicat des journalistes ne laissera aucune entrave de la sorte passer. Pourquoi accepter de perdre ce pour quoi nous nous sommes tant battus ? »



Kawa Mahmoud, ministre de la Culture et de la Jeunesse.
© RSF

Lors d'un entretien avec Reporters sans frontières, Kawa Mahmoud, ministre de la Culture et de la Jeunesse et porte-parole du gouvernement, a évoqué la possibilité de mettre en place un code général de l'information qui s'appliquerait à l'ensemble des médias, et pas seulement à la presse écrite. A ses yeux, la loi qui régit actuellement la presse n'est pas constitutionnelle dans la mesure où elle ne respecte pas le principe fondamental de l'égalité entre tous les citoyens. Il a souligné notamment les nombreuses différences entre le code de la presse en vigueur au Kurdistan et le code pénal irakien de 1969. Il a souligné l'injustice entre un citoyen pouvant être condamné à une peine de prison ferme pour insulte, alors qu'un journaliste ne se voit imposer qu'une amende. Il a ajouté que ces mêmes amendes prévues dans le code de la presse de 2007 ne sont pas suffisamment dissuasives : « Cinq millions de dinars d'amende ce n'est pas suffisant. Tout le monde peut insulter tout le monde et écrire tout et n'importe quoi sur la vie privée des gens. »

Il a clairement exposé les deux possibilités qui s'offrent aujourd'hui : soit une modification du code de la presse pour le mettre en conformité avec le code pénal irakien, soit une modification du code pénal irakien afin de proposer les mêmes sanctions pour un citoyen et un journaliste, avec en plus une augmentation significative du montant des amendes. Il s'est clairement prononcé en faveur de cette seconde option.



Dr Barham Salih, Premier ministre. © RSF

Dr Barham Salih, Premier ministre actuel, déclare quant à lui : « Je veux une presse libre, mais la situation actuelle est digne de l'anarchie. Et cela peut être utilisé contre la liberté de la presse. Il est nécessaire de réguler le système actuel. »

En septembre 2010, Muhammadiyah Mala Qadr, membre du bureau politique du KDP, a clairement mentionné, au journal hebdomadaire *Al-Dustour (La Constitution)*, l'intention de modifier le code de la presse : « La loi en vigueur actuellement ne garantit pas les mêmes droits aux citoyens ordinaires et aux journalistes. Or la liberté devrait être la même pour tous. Avec cette loi, la liberté n'est garantie que pour les seuls journalistes. Ces derniers ne devraient pas pouvoir écrire tout ce qu'ils veulent. »

Mais de nombreux parlementaires estiment que le code de la presse, même s'il n'est pas parfait, doit être conservé en l'état. Tel est le cas notamment de Zana Rauf, député pour le mouvement Gorran. « La loi actuelle comprend de nombreuses imperfections. Mais elle a le mérite d'exister. Il faudrait avant tout que le gouvernement l'applique. Aujourd'hui il apparaît clairement que les autorités veulent l'amender, afin de limiter la liberté d'expression. Je crains que si nous commençons à en discuter, nous ne fassions qu'affaiblir les garanties que nous avons obtenues, au lieu de les

améliorer. Le problème est que les deux principales formations politiques qui dominent le Parlement pensent qu'elles peuvent adopter n'importe quelle loi, comme bon leur semble ».

La question d'une réforme éventuelle du code de la presse semble donc être posée. Allons-nous vers une réforme, et si oui, laquelle ? Doit-on redouter un durcissement de la position des autorités ? Il semblerait, au vu des différentes observations que Reporters sans frontières a pu faire au cours de sa mission, qu'un tel durcissement puisse être à redouter, d'autant plus si l'argument de constitutionnalité est mis en avant par certains hauts responsables du KRG. La tentation autoritaire, donnée politique réelle au Kurdistan, ne doit pas être négligée.

Recommandations aux autorités du KRG

- Ne pas changer le code de la presse en vigueur actuellement, qui constitue une avancée importante, même si perfectible, dans le domaine de la liberté de la presse. Si changement il doit y avoir :
 - Ne pas inclure dans ce code les autres médias. Chaque moyen de communication doit être régi par un code spécifique, le plus protecteur possible. La presse écrite doit garder un code séparé des autres moyens d'information.
 - Ne pas toucher aux dispositions garantissant l'abolition des peines de privation de liberté à l'encontre des journalistes.
 - Définir de manière plus précise les délits qui peuvent être invoqués contre les journalistes.
 - Diminuer la responsabilité financière du journaliste en cas de condamnation pour délit de presse.
- Garantir une meilleure indépendance des juges, afin que l'application du code de la presse soit conforme à l'esprit de la loi.

LES LIGNES ROUGES

Si la situation de la liberté de la presse est meilleure au Kurdistan que dans les pays de la région, et si la situation s'est améliorée au cours des dernières années, de nombreux sujets restent tabous. Les fameuses « lignes rouges » de la liberté d'expression, combattues, quelles que soient leur nature et leur justification politique ou historique, par Reporters sans frontières.



Kamal Rauf, rédacteur en chef de *Hawlati*. © RSF

« **Ce qui est permis à Suleimanieh peut ne pas l'être à Erbil. Il n'y a pas de limite claire.** »

Au Kurdistan irakien, elles sont non seulement multiples, mais aussi variables : variabilité temporelle (avant/maintenant) et spatiale (Erbil/Suleimanieh), certes, mais également d'un média à l'autre, en fonction de son étiquette politique.

Pour Kamal Rauf, rédacteur en chef de *Hawlati*, « Avant 2003, il y avait des sujets comme la corruption, les peshmerga dont on ne pouvait pas parler. Aujourd'hui ça a changé ». « Ce qui est permis à Suleimanieh peut ne pas l'être à Erbil. Il n'y a pas de limite claire. Ça varie tout le temps en fonction du parti ou de la personnalité sur le ou la-quelle on écrit, et de la personnalité du journaliste. Ce manque de constance rend difficile le travail de journaliste », estime Aso Hamid, directeur de l'information de la chaîne *Speda*.

Toutefois, il existe des constantes dans ces lignes rouges :

- la religion (notamment les dignitaires religieux),
- le sexe (relations sexuelles, préférences sexuelles, etc.). On peut citer l'exemple de la plainte déposée, en avril 2010, par le comité des Affaires religieuses du Parlement contre la revue littéraire de Ferhad Pirbal, *Weran*, qui comportait un dossier sur la littérature érotique. La revue et les personnes qui y collaborent ont été accusées d'être contre la religion, des personnalités amorales, voire laïques,

- les leaders tribaux mais aussi les grandes figures politiques historiques, telles que Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Elles sont toujours considérées par une majorité de la population comme des icônes, à qui on devrait le respect, du fait de leurs sacrifices réalisés

afin de conduire leur peuple vers la liberté. On ne peut que mentionner la campagne de haine lancée par le Parti démocratique du Kurdistan contre *Lvin Magazine* et ses journalistes, suite à la publication, le 1^{er} août 2010, d'une interview remettant en cause l'héroïsme de Mullah Mustafa Barzani, leader historique du PDK, père de l'actuel président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, et une des principales figures de la scène politique kurde jusqu'à sa mort en 1979.

La publication de cette interview, qui comportait, Reporters sans frontières tient à le souligner, de nombreux problèmes en termes d'éthique et de professionnalisme journalistique (voir point suivant), avait déchaîné les passions (et les haines). *Khabat*, journal officiel du PDK, avait publié un tract menaçant clairement les journalistes de *Lvin*. Une association de jeunes du PDK avait fait de même. Des tracts avaient été distribués à Erbil et à Suleimanieh, exigeant des excuses publiques de la part d'Ahmed Mira, rédacteur en chef du journal. Pour ce dernier, « *les choses sont claires, les deux grandes familles écrivent leur propre histoire. On les dérange en publiant des articles qui donnent une vision différente de celle qu'ils proposent* ».

- la corruption

« *La corruption est partout, au sein du pouvoir, des partis politiques. Mais on ne peut pas écrire dessus, c'est trop dangereux* », a déclaré un journaliste qui a préféré garder l'anonymat. Toutefois, on peut lire de nombreux articles sur ce sujet dans la presse. Mais, plus vrai, il est difficile pour les journalistes d'enquêter et d'écrire des articles sur les entreprises qui ont des liens avec le pouvoir, difficulté qui est loin d'être une particularité des journalistes du Kurdistan irakien, les relations entre le monde des affaires et celui des médias étant une constante, en France y compris.

- les voisins limitrophes du Kurdistan irakien, l'Iran notamment

Dilzar Arif, directeur des relations publiques de *Gali Kurdistan Channel (GKC)*, chaîne de l'UPK, confirme que l'Iran est un sujet sensible. « *Quand nous avons publié des informations négatives relatives à l'Iran, il est arrivé que les autorités iraniennes ferment la frontière. L'Iran pourrait être considéré comme une ligne rouge au Kurdistan* ».

- la question délicate du statut de Kirkouk. Cette ville mixte, où aucun recensement officiel n'a eu lieu depuis 1957, est qualifiée de « Jérusalem kurde ».

Remettre en cause l'appartenance de Kirkouk au Kurdistan irakien est inenvisageable pour les journalistes de la région. L'article 140 de la Constitution irakienne de 2005 prévoit un recensement et un référendum afin de déterminer la volonté des citoyens de Kirkouk et par conséquent son

rattachement ou non à la région du Kurdistan. Mais du fait de la présence d'une communauté turcomane dans cette région, les milieux ultranationalistes turcs s'y opposent, faisant de la ville le symbole de la turcité.

Elément intéressant à noter : des médias affiliés à des partis d'opposition s'imposent des lignes rouges afin de préserver leurs intérêts politiques. Ainsi Aso Hamid de la chaîne *Speda* déclare que « *Speda est un média officiel de l'Union islamique. En tant que parti politique, membre de l'opposition, nous avons des lignes rouges, et c'est normal. En effet, si on critique trop durement le KRG, ils ne nous soutiendront pas sur d'autres dossiers que nous défendons* ». Pour des raisons autres que partisans, des lignes rouges sont clairement acceptées et comprises par un grand nombre de journalistes, qui mettent en avant la fragilité de l'unité du Kurdistan, le traumatisme de la guerre civile restant vif dans les mémoires. « *La guerre civile n'est pas loin. Son spectre plane toujours* », explique Dilzar Arif. En outre, la société, même si elle est en plein essor, demeure traditionnelle. « *Les lignes rouges sont plutôt du fait de la société. Il est important que l'ouverture soit progressive* », estime Hoshyar Abulah Fatah, rédacteur en chef de la chaîne satellitaire *KNN*.



Aso Hamid, directeur de l'information de la chaîne *Speda*. © RSF

Et certains craignent qu'en évoquant ces sujets, les journalistes réveillent les démons du passé et ouvrent la boîte de Pandore. C'est en partie ce qui explique le déchaînement des passions suite à la publication par *Lvin* d'une interview remettant clairement en cause l'héroïsme de Mullah Mustafa Barzani. Les héros créent une unité, ils fédèrent. Les attaquer, les remettre en cause, revient à questionner l'ensemble de la structure qu'ils ont érigée. Et beaucoup estiment qu'agir de la sorte est dangereux pour la survie même du Kurdistan. D'où le raccourci rapide de quelques-uns pointant du doigt les journalistes indépendants, considérés comme « les ennemis du peuple kurde », « les traîtres ». D'autres estiment que c'est la seule manière de faire avancer la société kurde...

Recommandations aux autorités du KRG

Qu'il puisse être possible pour les journalistes de traiter, avec rigueur et professionnalisme, de tous les sujets. Aucun sujet ne doit être tabou.



© RSF

DÉFIANCE ET INCOMPRÉHENSION : OBSTACLES À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Les représentants de Reporters sans frontières ont constaté une réelle méfiance, voire une défiance, des hommes politiques à l'égard des médias, et réciproquement. Le manque de compréhension mutuelle sur le rôle des uns et des autres dans un système politique démocratique est flagrant.

LES ORIGINES DE CETTE DÉFIANCE

Pour Ako Mohamad, directeur de publication de *Rudaw*, « *les hommes politiques ne saisissent pas l'importance des médias* ». Et de l'autre, nombreux sont les journalistes à ne pas comprendre l'importance du politique. Le manque de compréhension vient de la mentalité de la classe politique du KRG (de la « Vieille garde ») héritée de la clandestinité. Il s'explique par le fait que ce n'est que récemment que ces hommes politiques sont sortis récemment de la clandestinité, et doivent désormais assumer publiquement leurs décisions. Le manque de professionnalisme d'un certain nombre de médias est également en cause.

« Le manque de compréhension vient de la mentalité de la classe politique du KRG héritée de la clandestinité »

Ako Mohamad, rédacteur en chef de *Rudaw*. © RSF

Une région jeune, en pleine transition

Une des raisons avancée par Bedran A.Habeeb est le manque d'informations à disposition des administrations. « *Le Kurdistan est une région jeune. Il est clair que toutes les administrations ne sont pas en mesure de donner un certain nombre d'informations tout simplement parce qu'elles ne les possèdent pas.* » En effet, même si les gouvernements du PDK et de l'UPK étaient structurés, ce n'est qu'en 2005 qu'est reconnue la constitution d'un gouvernement autonome du Kurdistan irakien, et en 2006 que les deux administrations fusionnent.

Dr. Barham Salih, Premier ministre, explique clairement l'importance de prendre en compte le fait que le Kurdistan irakien se trouve aujourd'hui dans une phase de transition. «*Transition d'un mouvement révolutionnaire vers un état de droit. Transition d'une société basée sur des valeurs tribales, vers une société reposant sur des principes modernes. Elle fait face à de nombreux défis, notamment économiques et culturels*», a-t-il déclaré aux représentants de Reporters sans frontières.

La mentalité des hommes politiques forgée autour du secret

Nombreux sont les journalistes qui estiment que les hommes politiques de la région ont une mentalité fortement empreinte de totalitarisme, même si leurs discours tendent à changer et à montrer le contraire. Asos Hardi souligne que les hommes politiques qui gouvernent actuellement le KRG, de quelque horizon politique que ce soit, continuent à penser qu'ils devraient continuer à décider de ce qui doit être publié. «*Aucun d'eux n'a totalement abandonné cette idéologie totalitaire. Certains bien sûr en tant qu'individu ont abandonné cette manière de voir. Mais les partis non* ». Il ajoute : «*Même si ce n'est pas le cas de tous et si certains ministres répondent volontiers à nos questions, les hommes politiques de la région, de manière générale, sont intimement convaincus qu'ils n'ont pas à répondre aux questions des journalistes.* »

Le fait que les hommes politiques se soient construits dans la clandestinité a également des conséquences sur la relation qu'ils entretiennent avec les médias. «*Il ne faut pas oublier que la plupart des personnalités publiques aujourd'hui étaient dans la clandestinité du temps de Saddam Hussein. Aujourd'hui, ils continuent à se comporter de la même manière, comme si tout était secret et devait le rester* », commente Bedran A.Habeeb, directeur général de l'agence de presse AKnews. «*Au KRG, tout est secret* », conclut un autre journaliste, faisant également référence à la clandestinité originelle des partis politiques.

Kawa Mahmoud, ministre de la Culture et de la Jeunesse, lors d'un entretien accordé aux représentants de Reporters sans frontières, confirme cette attitude : «*J'estime que les journalistes n'ont pas besoin de tout savoir. Il y a des informations qu'ils ont le droit d'avoir, d'autres non. Les journalistes, pas tous c'est clair, se prennent pour des parlementaires.* »

Le manque de formation des journalistes

Toutes les personnes rencontrées par Reporters sans frontières, les professionnels de l'information en premier, ont insisté sur le manque de profes-

sionnalisme des journalistes, du fait notamment du manque de formation. Aujourd'hui, il apparaît clairement à la lecture de la presse que certains journalistes confondent opinion et information, critique et diffamation. «*La langue de la rue et la langue de la presse sont les mêmes* », commente Rahman Ghareeb, directeur du centre Metro de défense de la liberté de la presse. Et ce manque de professionnalisme est à l'origine d'un grand nombre de délits de presse.

La plupart des journalistes sont issus des rangs des formations politiques, et donc n'ont pas de formation journalistique à proprement parler. «*Les médias ont poussé comme des champignons, au détriment de la qualité, n'importe quel amateur pouvant s'autoproclamer journaliste [...]. Résultat: 97% de nos journalistes ne sont pas professionnels. Ils n'ont aucune idée de l'éthique ou de la déontologie. Ajoutez à cela l'absence de formation dans ce domaine* », déplore Farhad Awni, président du Syndicat des journalistes, dans une interview pour le site d'information InfoSud, le 17 septembre 2010 (<http://www.infosud.org/spip.php?article8396>). Radwan Badini, responsable du département des médias de l'université d'Erbil, explique qu'en 2000, seules quatre personnes travaillant comme journalistes avaient le diplôme de journaliste. «*A la base, nous n'étions pas des journalistes, mais des écrivains*», commente Asos Hardi, ingénieur de formation. «*On est devenu des journalistes sur le tas* », raconte Massoud Abdulkhaliq, rédacteur en chef de Standard, diplômé en mathématiques.



Massoud Abdulkhaliq, rédacteur en chef de Standard. © RSF

«**A la base, nous n'étions pas des journalistes, mais des écrivains, [...] On est devenu des journalistes sur le tas.** »



Bedran A.Habeeb, directeur général de l'agence de presse AKnews. © RSF

Craignant de voir leurs propos déformés, les hommes politiques se montrent réticents à faire des déclarations dans la presse. Aussi, afin de se prémunir contre les mauvaises interprétations, de plus en plus de personnalités politiques demandent à recevoir par écrit les questions et à pouvoir y répondre également. Certains ont même recours à l'entretien filmé.

Il apparaît aujourd'hui clairement qu'en publiant, le 1^{er} août 2010, une interview remettant en cause le rôle historique de Mullah Mustafa Barzani, *Lvin Magazine* s'est fait manipuler. Il combattait à la rédaction du journal de vérifier qui était ce prétendu étudiant en thèse aux Etats-Unis sur l'histoire moderne kurde, et le contenu même de ses allégations. Irfan Qani' Fard n'est pas étudiant en thèse, encore moins aux Etats-Unis. Ce proche du pouvoir de la République islamique d'Iran a pris le soin de téléphoner à la rédaction

de *Khabat* (journal du KDP) avant la sortie du numéro de *Lvin*, pour démentir le contenu même de cette interview. Il a par la suite recontacté *Lvin* pour démentir ses déclarations dans *Khabat*. Ceci n'excuse cependant en rien la campagne de haine qui s'est déchaînée contre le journal et ses journalistes par la suite.

Pour lutter contre le manque de professionnalisme de leurs collaborateurs, nombreuses sont les rédactions indépendantes à avoir développé une sorte d'éthique interne. Ainsi la maxime d'*Awene* est : « *La confiance en Awene dépend de ton clavier* ».

En outre, afin de parvenir à enrayer ce problème, les rédacteurs en chef d'un certain nombre de médias, grâce au soutien de l'ONG Independent Kurdish Media Center, ont élaboré ensemble un code de conduite, qui devrait être présenté d'ici à la fin de l'année 2010.

De nombreuses initiatives mettant en place des programmes de formation ont vu le jour au cours des dix dernières années, afin d'améliorer la qualité du travail des journalistes ainsi que leur professionnalisme. On peut citer notamment les sessions de formation du Independent Kurdish Media Center, celles du centre Metro, du ministère de la Culture et de la Jeunesse (pour les femmes journalistes), ainsi que la mise en place de départements de journalisme dans les universités de Suleimanieh et d'Erbil. Le Syndicat des journalistes a également le projet d'ouvrir un institut pour les médias. Mais ces initiatives sont encore récentes, et il faudra du temps pour sortir des promotions de réels professionnels de l'information. Par ailleurs, on peut déplorer l'absence de coordination et de concertation entre ces différentes initiatives.

Recommandations

Aux autorités et à la classe politique :

- Reconnaître l'importance du rôle des médias dans la société
- Développer des structures de formation pour les journalistes, avec le soutien financier, logistique et technique de bailleurs étrangers

Aux journalistes :

- Améliorer le professionnalisme et la qualité de leur travail
- Améliorer leur perception du rôle de la classe politique

« Si vous n'êtes pas avec eux, vous êtes nécessairement contre eux. »
(Ferhad Pirbal, intellectuel)

LES CONSÉQUENCES DE CETTE DÉFIANCE POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'accès à l'information, le parcours du combattant, surtout pour les journalistes indépendants

Tous les journalistes rencontrés, sans exception, s'accordent pour souligner leur difficulté à accéder à l'information. Or, le droit à l'accès à l'information, et par conséquent la vérification de l'information, clé de voûte du travail journalistique, est clairement mentionné dans le code de la presse actuellement en vigueur.

Cette difficulté est renforcée pour les journalistes des médias dits indépendants. Ces derniers soulignent la différence de traitement entre eux et les journalistes travaillant pour des médias affiliés aux partis politiques. « *Ainsi quand Massoud Barzani est rentré de son voyage officiel en Turquie et en France en juin 2010, seuls les journalistes des médias proches du PDK ont été invités à la conférence de presse. Il en est de même lorsqu'il emmène des journalistes avec lui au cours de ses déplacements officiels* », déplore Aso Hamid, directeur de l'information de la chaîne satellitaire *Speda*. Zuhair Al-Jezairy, directeur de l'agence *Aswat Al-Iraq*, ajoute que « *pour avoir de l'information, il est nécessaire de tisser des relations avec les partis politiques. Mais les hommes politiques refusent de faire des déclarations aux journalistes indépendants.* » Kawa Mahmoud, ministre de la Culture et de la Jeunesse, lors d'un entretien accordé aux représentants de Reporters sans frontières, met en avant l'existence dans chaque ministère d'un bureau en charge des relations avec les médias. « *Ceci ne résulte pas d'une politique du gouvernement de vouloir cacher la vérité. Nous sommes des partisans de la transparence. Il nous faut améliorer cela.* »

Farhad Awni, président du Syndicat des journalistes, a évoqué la nécessité de préparer un projet de loi relatif à l'accès à l'information des journalistes, afin d'améliorer la situation.

Poursuites, menaces et agressions, le quotidien de nombreux journalistes

Les plaintes : un recours abusif de la part des hommes politiques

Les hommes politiques n'aiment pas la critique, de nombreuses plaintes sont déposées contre les journalistes et leur rédaction. On constate, au Kurdistan irakien, un abus des procédures intentées contre les journalistes, ce qui est contraire aux principes mêmes d'un Etat de droit. Ainsi neuf plaintes ont été déposées en 2009 contre le journal

Awene, entre 10 et 15 au cours de la même période contre *Lvin Magazine*. Ahmed Mira, rédacteur en chef de *Lvin*, affirme au moment de la mission de Reporters sans frontières, en juillet 2010, avoir vingt plaintes en cours contre lui, en tant que journaliste, mais également rédacteur en chef. Kamal Rauf, rédacteur en chef d'*Hawlati*, affirme que quatre procédures sont ouvertes devant les tribunaux contre son journal. *Rudaw*, journal financé par le KDP, a alors trois affaires en cours, etc.

Les médias affiliés à des partis politiques sont rarement poursuivis en justice. Aso Hamid, directeur de l'information de *Speda*, chaîne du Parti de l'Union islamique du Kurdistan, reconnaît que son média ne fait l'objet d'aucune plainte. Il explique clairement que « *la chaîne ne paie pas le prix* » de ce qu'elle diffuse: en cas de problèmes ou de contestation, les choses se règlent au niveau politique, entre les partis concernés et l'Union islamique. Il en est de même pour le journal *Komal*, de la *Jama'a islamiya*.

Les menaces de mort : une pratique courante contre les journalistes indépendants

De nombreux journalistes ont mentionné à Reporters sans frontières qu'ils recevaient fréquemment des menaces de mort par SMS, par email, fax, etc., portant sur leur personne, mais également sur des proches. Principalement les journalistes collaborant à des journaux indépendants ou de l'opposition. Les menaces sont la plupart du temps anonymes. Hoshiyar Abdulah Fatah de *KNN* a même déclaré avoir eu des menaces placardées sur la porte de son domicile.

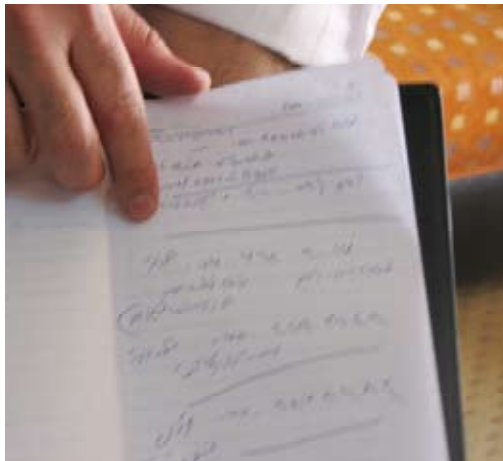
Ces menaces font souvent directement suite à la publication d'un article. Les périodes de tension sont également propices aux menaces. Ainsi lors des élections régionales de juillet 2009 et générales de mars 2010, ce genre de pratiques a augmenté. De même après l'assassinat du jeune journaliste Sardasht Osman en mai 2010.

Ahmed Mira, rédacteur en chef de *Lvin*, a montré à Reporters sans frontières le carnet dans lequel il consigne, depuis l'assassinat du journaliste Soran Mama Hama en juillet 2008, les menaces de mort. Sur le carnet figurent la date et l'heure, le numéro de l'expéditeur et le contenu. Au cours de l'entretien, il a reçu pas moins de deux menaces. « *Je reçois nettement plus de menaces de la part de partisans du PDK, c'est clair. Le problème ne vient pas de Nechirvan Barzani lui-même, qui est un homme ouvert et intelligent, mais de certains de ses fervents partisans au sein de son parti.* »

Il est fréquent que les journalistes aillent porter plainte. Mais les autorités n'ont légalement pas le droit de rechercher les auteurs des messages tant que la justice n'a pas été saisie, et que le juge n'a pas formulé de demande, auprès de la compagnie de téléphone. Les personnes qui envoient des messages de menaces utilisent généralement des cartes prépayées, ce qui rend toute tentative de traçabilité impossible.



SMS de menaces reçu par un journaliste. © RSF



Ahmed Mira, rédacteur en chef de *Lvin* et son cahier dans lequel il consigne les menaces de mort qu'il reçoit. © RSF

Violences physiques à l'encontre des journalistes

Nombreux sont les journalistes à se plaindre des violences de la part, notamment, des policiers en tenue, ou des forces de sécurité (*Asayesh*), voire des forces de sécurité de l'UPK et du PDK. Ces dernières, qui n'ont pas d'existence légale reconnue, peuvent être assimilées à des milices, « *qui constituent une véritable menace pour la démocratie* », a déclaré un journaliste. De nombreux cas d'agressions ont été recensés au cours de la campagne électorale de mars 2010. Certains journalistes sont même la cible de tentatives d'assassinat, comme cela a été le cas d'Ahmed Mira, le 17 avril 2007, puis en 2008. Les coupables ont été arrêtés et purgent aujourd'hui une peine de sept ans de prison.

Face aux violences subies par les journalistes, plusieurs initiatives ont vu le jour. Le Syndicat des journalistes a mis en place, en 2007, un Comité de protection des journalistes, chargé de collecter les informations relatives aux violations de la liberté de la presse. Les incidents sont généralement transmis par les médias au Syndicat qui se charge de les vérifier et de les compiler sous forme de rapports, publiés tous les six mois.

D'après Anwar Hussein Bazgr, secrétaire du comité, la plupart des cas recensés peuvent être imputés aux forces de sécurité, police ou *Asayesh*. Pour trois des cas enregistrés depuis 2010, les journalistes avaient enfreint le code de la presse, explique-t-il. Les journalistes rencontrés au cours de la mission ont tous salué le travail de ce comité. Certains ont cependant souligné le caractère politisé du syndicat. D'autres ont regretté que tous les cas de violations ne figurent pas au sein du rapport. En 2009, *Lvin* et l'organisation américaine IREX ont conjointement décerné leur prix, qui récompense les organisations pour leurs efforts en termes de liberté d'expression, au Comité de protection des journalistes pour ses rapports.

Tous ou presque s'accordent pour dire que si ces rapports ont le mérite d'exister, ils n'ont que peu de conséquences sur l'attitude des autorités. « *Ce comité n'a pas de pouvoir exécutif. Il ne peut faire que des recommandations* », déplore Ako Muhamad. Conclusion que conteste Anwar Hussein Bazgr. En effet, après la diffusion du dernier rapport semestriel, le 3 juillet 2010, Massoud Barzani a demandé à s'entretenir avec des membres du comité, afin de créer des bureaux de police chargés d'assurer la liaison entre la police et les juges dans les affaires liées à des violences contre des journalistes.

D'autres initiatives ont vu le jour. Ainsi, le centre Metro, créé en août 2009 sur la base de financements du IWPR, a fusionné en juillet 2010 avec le Journalism Freedom Observatory basé à Bagdad. Kamal Rauf, rédacteur en chef de *Hawlati*, a également le projet d'éditer des rapports sur les vio-

lations des libertés fondamentales au Kurdistan. Un Press Center a vu le jour en juillet 2010 à Erbil, après l'assassinat de Sardasht Osman. L'objectif de ses responsables est également de dénoncer les violations de la liberté de la presse, particulièrement à Erbil.

DEUX JOURNALISTES ASSASSINÉS EN DEUX ANS, UNE RÉALITÉ

Soran Mama Hama, 22 juillet 2008

Le 22 juillet 2008, le journaliste Soran Hama Mama a été assassiné à Kirkouk. Agé de 23 ans, originaire de Kirkouk, Soran a grandi à Suleimanieh, où sa famille s'était réfugiée. Deux ans après, les assassins et les commanditaires n'ont toujours pas été retrouvés. Les autorités n'ont à ce jour fourni aucune information à la famille sur une éventuelle avancée de l'enquête.

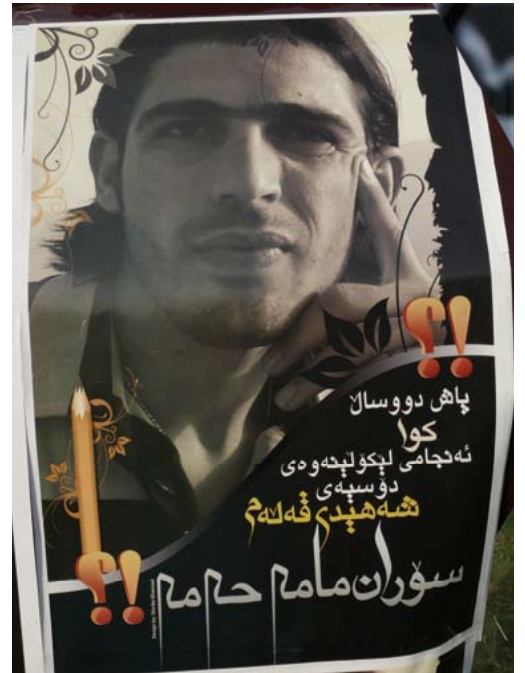
Le 21 juillet dernier, les représentants de Reporters sans frontières ont participé à la cérémonie organisée en hommage à ce journaliste.



Cérémonie du journaliste Soran Hama Mama, le 21 juillet 2010. © RSF



La sœur de Soran Mama Hama, lors de la cérémonie d'hommage. © RSF



Sardasht Osman, 4 mai 2010

Encadré page suivante

Assassinat de Sardasht Osman *(suite)*

DES CONCLUSIONS CONTESTÉES

Le 15 octobre 2010, la commission d'enquête mise en place par Massoud Barzani a rendu ses premières conclusions. Dans un communiqué de presse, elle déclare que le meurtre de Sardasht Osman n'aurait aucun lien avec ses activités de journaliste. Il aurait été assassiné pour avoir refusé de collaborer avec le mouvement islamique radical Ansar Al-Islam, ramification d'Al-Qaïda.

Une personne impliquée dans l'enlèvement du jeune homme aurait été arrêtée. Il s'agit

de Hicham Mahmoud Ismail, chauffeur et mécanicien dans le district de Beji. Ce dernier aurait avoué aux enquêteurs que sa mission consistait à transporter Sardasht de Shargat (près de Tikrit) à Mossoul. Il a déclaré ignorer que Sardasht allait être assassiné. Deux hommes seraient, d'après ses aveux, responsables de l'assassinat.

Dans un communiqué publié le 15 septembre, le frère du journaliste, Baker Osman, déclare : « Non seulement nous rejetons les résultats de l'enquête, mais nous condamnons cette action et nous exprimons notre colère face

à ces tentatives qui visent à le faire passer pour un terroriste coopérant avec Ansar Al-Islam. » Avant d'ajouter : « Quiconque connaît Sardasht, ou lit ses articles, sait qu'il était laïc, très éloigné de l'idéologie terroriste. »

Le 23 octobre, Ansar Al-Islam nie toute implication dans cet assassinat.

Recommandations

Aux autorités :

- Demander l'ouverture de véritables enquêtes indépendantes, impartiales et transparentes sur les assassinats de Soran Mama Hama et Sardasht Osman et traduire les auteurs et les commanditaires devant la justice.
- Donner des instructions pour faire en sorte que les forces de l'ordre (police et *Asayesh*) n'agressent plus les journalistes. Organiser des séances de formation afin que les représentants des forces de l'ordre perçoivent également l'importance du rôle des médias au Kurdistan irakien.
- Garantir aux journalistes l'accès à l'information au sein de l'ensemble des administrations publiques, et élaborer un listing, à destination des professionnels des médias, des personnes habilitées à répondre à la presse.

CONCLUSION

L'impunité ne doit pas être la règle. Si le Kurdistan veut devenir une société démocratique, il faut une justice indépendante. L'impunité est source de colère et d'incompréhension. Elle constitue un danger réel pour un pays où la guerre civile n'est pas un souvenir si lointain. Le fait que le Kurdistan soit actuellement dans une phase de transition ne doit pas servir de prétexte à l'absence de justice.

L'assassinat de Sardasht Osman a engendré un climat de peur et de tensions au sein de la profession. « *C'est risqué aujourd'hui d'être un journaliste indépendant au Kurdistan irakien* », a déclaré un journaliste de *Lvin*.

Kawa Mahmoud, ministre de la Culture et de la Jeunesse, insiste sur le fait que la protection des journalistes passe nécessairement par une pacification des relations de la sphère politique et des médias. Le Premier ministre Dr Barham Salih, rencontré par les représentants de Reporters sans frontières, a abondé dans ce sens : « *Nous avons également besoin d'une amélioration des relations entre la presse et les autorités. Ma réponse n'est pas d'accroître la censure, mais d'améliorer le niveau d'éducation.* »

Aujourd'hui, l'incompréhension est profonde entre les autorités et les professionnels des médias. Aucun des deux camps ne comprend le rôle et la nécessité de l'autre. « *Depuis l'assassinat de Sardasht Osman, la balle est dans les mains du gouvernement, des autorités. Cet assassinat a été comme*

une sorte d'électrochoc. Il est important que les responsables soient identifiés », a déclaré un journaliste de *Awene*.

L'écrivain et politologue Shwan Ahmed estime pour sa part : « *Nous sommes à la croisée des chemins, tout est possible. Soit le Kurdistan devient un pays ouvert et démocratique avec une presse libre, soit nous nous orientons vers une situation à l'afghane. Tout dépend des choix politiques qui seront faits.* »

Au regard de la situation actuelle, Reporters sans frontières s'engage à suivre les efforts du Syndicat des journalistes pour la révision du code de la presse. Si le gouvernement venait à modifier le code de la presse, l'organisation se tient à disposition des parties concernées pour donner des conseils en la matière, grâce à son Comité juridique composé d'experts internationaux.

Par ailleurs, Reporters sans frontières appuiera les initiatives de formation des journalistes en faisant la liaison avec des établissements et des ONG spécialisés, tout comme elle aidera à la concrétisation des propositions allant vers une amélioration de la déontologie des journalistes.

En outre, Reporters sans frontières soutiendra toute action permettant une meilleure perception mutuelle entre la sphère politique et la sphère médiatique non partisane.

Enfin, l'organisation soutiendra les efforts des familles des deux journalistes assassinés afin de connaître la vérité et pour que justice soit rendue.

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Secrétariat international
REPORTERS SANS FRONTIÈRES
47 rue vivienne
75002 Paris - France
Tel. 33 1 44 83 84 84
Fax. 33 1 45 23 11 51
Web : www.rsf.org
E-mail : rsf@rsf.org

Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org
Téléphone : 00 33 1 44 88 84 78

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Constituée d'une équipe de 12 journalistes et reposant sur 140 correspondants, Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.